

Art. 3. A l'annexe du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

- 1° la rangée " *Cygnus columbianus* 20,00 " est remplacée par la rangée " *Cygnus columbianus* 24,00 " ;
- 2° la rangée " *Corvus corone* 7,00 " est remplacée par la rangée " *Corvus corone* 9,00 " ;
- 3° la rangée " *Ciconia ciconia* 16,0 " est remplacée par la rangée " *Ciconia ciconia* 18,0 " ;
- 4° la rangée " *Porphyrion porphyrio* 12,0 " est remplacée par la rangée " *Porphyrion porphyrio* 14,0 " ;
- 5° la rangée " *Cygnus cygnus* 24,0 " est remplacée par la rangée " *Cygnus cygnus* 27,0 " ;
- 6° la rangée " *Loxia leucoptera* 3,0 " est remplacée par la rangée " *Loxia leucoptera* 3,2 " ;
- 7° la rangée " *Pterocles alchata* 6,5 " est remplacée par la rangée " *Pterocles alchata* 7,0 " ;
- 8° la rangée " *Pterocles orientalis* 6,5 " est remplacée par la rangée " *Pterocles orientalis* 7,0 " ;
- 9° la rangée " *Oenanthe leucura* 2,5 " est remplacée par la rangée " *Oenanthe leucura* 3,2 " .

Bruxelles, le 30 janvier 2014.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,
J. SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203685]

28 AVRIL 2014. — Décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'améliorer le fonctionnement et la transparence des intercommunales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article L1523-16, alinéa 6, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est complété par la phrase suivante :

« Il comporte également la structure de l'organisation, l'organigramme fonctionnel complet de celle-ci, les lignes de développement ainsi qu'un plan financier pluriannuel. ».

Art. 2. L'article L1523-17 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1523-17. § 1^{er}. Le conseil d'administration constitue en son sein un comité de rémunération, composé de cinq administrateurs désignés parmi les représentants des communes, provinces ou C.P.A.S. associés, à la représentation proportionnelle, de l'ensemble des conseils des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, en ce compris le président du conseil d'administration qui préside le comité.

Les mandats au sein de ce comité sont exercés à titre gratuit.

§ 2. Le comité de rémunération émet, après en avoir informé le conseil d'administration, des recommandations à l'assemblée générale pour chaque décision relative aux jetons de présence, aux éventuelles indemnités de fonction et à tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion.

Il fixe les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, liés directement ou indirectement aux fonctions de direction et transmet copie de ses délibérations en ces matières au conseil d'administration.

Il établit annuellement un rapport écrit comprenant les informations complètes sur :

1° les jetons de présence, éventuelles indemnités de fonction et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion, en fonction de leur qualité d'administrateur, de président ou de vice-président, ou de membre d'un organe restreint de gestion;

2° les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux fonctions de direction.

Ce rapport, adopté par le conseil d'administration, est annexé au rapport de gestion établi par les administrateurs en vertu de l'article L1523-16, alinéa 4.

Le président du conseil d'administration transmet copie de ce rapport au Gouvernement wallon, lequel communique annuellement les informations reçues au Parlement wallon.

Le comité de rémunération propose au conseil d'administration qui l'arrête un règlement d'ordre intérieur qui explicite le cadre régissant son fonctionnement. ».

Art. 3. L'article L1523-18, § 3, du même Code est complété par la phrase suivante :

« Le cas échéant, la délibération relative à la délégation précise les actes de gestion journalière qui sont délégués. Elle est votée à la majorité simple. Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir des majorités spéciales. ».

Le même article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le règlement d'ordre intérieur précise les modalités, la teneur et la périodicité selon lesquelles les organes restreints de gestion ou le délégué à la gestion journalière font rapport de leur action au conseil d'administration, ainsi que les décisions des organes restreints de gestion ou du délégué à la gestion journalière qui doivent faire l'objet d'une ratification par le conseil d'administration. Ce rapport est présenté au moins une fois par an.

La délibération de délégation est publiée au *Moniteur belge* et notifiée :

- 1° aux associés;
- 2° aux administrateurs;
- 3° aux éventuels délégués au contrôle.

L'ensemble des délégations accordées par le conseil d'administration est porté à la connaissance :

- 1° de l'ensemble des administrateurs et associés lors du renouvellement du conseil d'administration;
- 2° de chaque administrateur ou éventuels délégués au contrôle nouvellement désigné. ».

Art. 4. Dans le même Code, il est inséré un article L1532-1bis rédigé comme suit :

« Art. 1532-1bis. § 1^{er}. Les intercommunales organisent des séances d'information ou des cycles de formations relatifs à leurs domaines d'activité afin d'assurer le développement et la mise à jour des compétences professionnelles des administrateurs.

Les administrateurs participent aux séances d'information et cycles de formations organisés par l'intercommunales en application de l'alinéa 1^{er}.

Les listes de présence des administrateurs aux formations et cycles de formations organisés en application de l'alinéa 1^{er} sont transmises à l'assemblée générale, laquelle est chargée de contrôler le respect de l'obligation visée à l'alinéa 2. ».

Art. 5. Dans le même Code, il est inséré un article L3122-3bis rédigé comme suit :

« Art. L3122-3bis. § 1^{er}. Par dérogation à l'article L3122-3, pour les intercommunales dont la liste est fixée par le Gouvernement, et qui interviennent dans des activités où la Région wallonne joue un rôle de régulateur et d'organisateur du secteur économique ou industriel ou qui sont actives dans un domaine concurrentiel, le Gouvernement désigne deux délégués au contrôle dont un représentant les Affaires économiques et un représentant les Pouvoirs locaux.

Préalablement à la désignation, le Gouvernement vérifie :

- 1^o que le candidat offre une disponibilité suffisante pour exercer son mandat;
- 2^o par la production d'un *curriculum vitae*, que le candidat dispose des compétences professionnelles, de l'expérience utile, notamment dans les domaines d'activité de l'organisme;
- 3^o par la production d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs, que le candidat n'a encouru aucune condamnation pénale incompatible avec l'exercice de la fonction de délégué au contrôle ou, à défaut, d'une déclaration sur l'honneur qu'il n'a pas encouru une telle condamnation;
- 4^o qu'il n'existe pas dans le chef du candidat de conflit d'intérêt fonctionnel ou personnel, direct ou indirect, en raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité concurrente à celle de l'organisme.

Le Gouvernement ne peut désigner, en qualité de délégué au contrôle, une personne membre ou sympathisante de tout organisme, parti, association ou personne morale quelle qu'elle soit, qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Si le Gouvernement rejette la candidature d'une personne sur la base de l'alinéa précédent, il motive spécialement sa décision.

Sans préjudice d'autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté ou des statuts de l'organisme, les missions du délégué au contrôle sont incompatibles avec le mandat ou les fonctions de :

- 1^o membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté;
- 2^o membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un parlement de Région ou de Communauté;
- 3^o gouverneur ou député provincial;
- 4^o membre du personnel de l'organisme ou de son organe de gestion, ou d'une de ses filiales ou de l'organe de gestion d'une des filiales;
- 5^o conseiller externe ou consultant régulier de l'organisme;
- 6^o bourgmestre, échevin, président de centre public d'action sociale et président d'intercommunale.

Si au cours de son mandat, le délégué au contrôle accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au paragraphe 1^{er}, son mandat prend fin de plein droit.

Sans préjudice de la possibilité de mettre fin à tout moment aux missions du délégué au contrôle, le Gouvernement peut, après audition du délégué au contrôle, révoquer celui-ci, dans les hypothèses suivantes :

- 1^o s'il a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'organisme;
- 2^o s'il a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de ses missions;
- 3^o s'il est, au cours d'une même année, absent, sans justification, à plus de trois réunions régulièrement convoquées et auxquelles sa présence est requise;
- 4^o s'il ne remplit plus les conditions prévues aux alinéas qui précèdent.

Au cours de son audition, le délégué au contrôle peut être assisté par la personne de son choix.

§ 2. Les délégués au contrôle ont pour mission le contrôle sur place, à l'occasion des réunions des organes de gestion de l'intercommunale, des actes de l'intercommunales soumis à la tutelle prévue à l'article L3122-3, à l'exception des points 3^o, 7^o, 8^o et 9^o qui restent soumis à la transmission au Gouvernement prévue à l'article L3122-3 ainsi que des règles existantes et relatives aux Affaires économiques.

Le délégué au contrôle est invité à toutes les réunions des organes de gestion de la structure appelés à prendre des actes soumis au contrôle.

Il peut réclamer la transmission de toute délibération qu'il désigne, accompagnée de ses pièces justificatives.

Ils sont simples observateurs des activités régulées et contrôlée par ailleurs.

Dans un délai de quatre jours francs, le délégué au contrôle exerce son recours auprès du Gouvernement.

Ce recours est suspensif.

Le délai de quatre jours prend cours à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le délégué au contrôle y ait été régulièrement convoqué ou, dans le cas contraire, à partir du jour où il a reçu connaissance de ladite décision.

Si le délégué au contrôle exerce le recours, le Gouvernement dispose d'un délai de trente jours francs prenant cours le même jour que celui visé à l'alinéa précédent, pour annuler la décision. Passé ce délai, la décision de l'organisme est définitive.

Les délégués au contrôle font rapport à leur Ministre de tutelle.

§ 3. Sans préjudice de ce qui précède, le délégué au contrôle ne peut utiliser ou divulguer des informations dont il a eu connaissance dans le cadre de ses missions, si l'utilisation ou la divulgation de ces informations est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'organisme. ».

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 1037 (2013-2014). N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 25 avril 2014.

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203685]

28 APRIL 2014. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie met het oog op de verbetering van de werking en van de doorzichtigheid van de intercommunales (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel L1523-16, zesde lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangevuld met de volgende zin :

"Het bevat ook de structuur van de organisatie, het volledige functionele organogram ervan, de ontwikkelingsrichtlijnen alsmede een meerjarig financieel plan."

Art. 2. Artikel L1523-17 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L1523-17. § 1. De raad van bestuur richt binnen zijn midden een bezoldigingscomité op, dat bestaat uit vijf bestuurders aangewezen onder de vertegenwoordigers van de aangesloten gemeenten, provincies of O.C.M.W.'s volgens de evenredige vertegenwoordiging van het geheel van de raden van de aangesloten gemeenten, provincies of O.C.M.W.'s, overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek, met inbegrip van de voorzitter van de raad van bestuur, die het voorzitterschap van het comité waarneemt.

De mandaten binnen dat comité worden gratis uitgeoefend.

§ 2. Het bezoldigingscomité geeft, na de raad van bestuur daarvan op de hoogte te hebben gebracht, de algemene vergadering aanbevelingen m.b.t. elke beslissing betreffende presentiegeld, eventuele functievergoedingen en elk ander al dan niet geldelijk voordeel rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend aan de leden van de bestuursorganen.

Het bepaalt de bezoldigingen en elk ander al dan niet geldelijk mogelijk voordeel in rechtstreeks of onrechtstreeks verband met de directiefuncties en maakt een afschrift van zijn beraadslagingen over die aangelegenheden aan de raad van bestuur over.

Het maakt jaarlijks een schriftelijk verslag op waarin de volledige informatie vervat is betreffende :

1° het presentiegeld, eventuele functievergoedingen en elk ander al dan niet geldelijk voordeel rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend aan de leden van de bestuursorganen naar gelang van hun hoedanigheid van bestuurder, voorzitter of ondervoorzitter of lid van een beperkt bestuursorgaan;

2° de bezoldigingen en elk ander al dan niet geldelijk mogelijk voordeel in rechtstreeks of onrechtstreeks verband met de directiefuncties.

Dat verslag, aangenomen door de raad van bestuur, wordt gevoegd bij het beheersverslag opgemaakt door de bestuurders krachtens artikel L1523-16, vierde lid.

De voorzitter van de raad van bestuur maakt een afschrift van dat verslag aan de Waalse Regering over, die de ontvangen informatie jaarlijks meedeelt aan het Waals Parlement.

Het bezoldigingscomité stelt aan de raad van bestuur voor om een huishoudelijk reglement op te maken, waarin zijn werkingsmodaliteiten vastliggen."

Art. 3. Artikel L1523-18, van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met het volgende lid :

"In voorkomend geval bepaalt de beraadslaging betreffende de overdracht de dagelijkse beheershandelingen die worden overgedragen. Bedoelde beraadslaging wordt bij gewone meerderheid genomen. Het huishoudelijk reglement kan in bijzondere meerderheden voorzien."

Hetzelfde artikel wordt aangevuld met § 4, luidend als volgt :

"§ 4. Het huishoudelijk reglement bepaalt de modaliteiten, de inhoud en de periodiciteit volgens welke de beperkte beheersorganen of de afgevaardigde voor het dagelijkse beheer over hun actie verslag uitbrengen aan de raad van bestuur alsook de beslissingen van de beperkte beheersorganen of van de afgevaardigde voor het dagelijkse beheer die bekrachtigd moeten worden door de raad van bestuur. Dat verslag wordt minstens één keer per jaar voorgelegd.

Het overdrachtbesluit wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en betekend aan :

- 1° de vennoten;
- 2° de bestuurders;
- 3° de eventuele afgevaardigden voor het toezicht.

Het geheel van de door de raad van bestuur toegekende overdrachten wordt meegedeeld aan :

- 1° het geheel van de bestuurders en vennoten bij de hernieuwing van de raad van bestuur;
- 2° elke bestuurder of eventuele afgevaardigden voor het toezicht die onlangs zijn aangewezen."

Art. 4. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel L1532-1bis, luidend als volgt :

"Art. 1532-1bis. § 1. De intercommunales organiseren informatievergaderingen of opleidingscycli betreffende hun activiteitsgebieden om de ontwikkeling en het bijwerken van de beroepsvaardigheden van de bestuurders te verzekeren.

De bestuurders nemen deel aan de informatievergaderingen of opleidingscycli georganiseerd door de intercommunale overeenkomstig het eerste lid.

De aanwezigheidslijsten van de bestuurders aan de informatievergaderingen of opleidingscycli georganiseerd overeenkomstig het eerste lid worden aan de algemene vergadering overgemaakt, die belast is met het toezicht op de naleving van de in het tweede lid bedoelde verplichting."

Art. 5. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel L3122-3bis, luidend als volgt :

"Art. L3122-3bis. § 1. Voor de intercommunales waarvan de lijst door de Regering wordt bepaald en die tussenkomen voor activiteiten waarvoor het Waalse Gewest de economische of industriële sector regelt en organiseert of die in een concurrerend gebied actief zijn, wijst de Regering, in afwijking van artikel L3122-3, twee afgevaardigden voor het toezicht aan, onder wie een vertegenwoordiger van de Economische Zaken en een vertegenwoordiger van de Plaatselijke Besturen.

Vóór de aanwijzing gaat de Regering na :

- 1° of de kandidaat voldoende beschikbaar is om zijn mandaat uit te oefenen;
- 2° via de voorlegging van een curriculum vitae, of de kandidaat over de beroepsvaardigheden, de nuttige ervaring, inzonderheid in de activiteitengebieden van de instelling, heeft;
- 3° via de voorlegging van een bewijs van goed zedelijk gedrag, of de kandidaat geen enkele strafrechtelijke veroordeling heeft opgelopen die onverenigbaar zou zijn met de uitoefening van de functie van afgevaardigde voor het toezicht of, bij ontstentenis, een verklaring op erewoord dat hij niet een dergelijke veroordeling heeft opgelopen;
- 4° of er bij de kandidaat geen rechtstreeks of onrechtstreeks functioneel of belangenconflict bestaat wegens de uitoefening van een activiteit of het hebben van belangen bij een rechtspersoon die een activiteit uitoefent die met de activiteit van de instelling in concurrentie is.

De Regering mag niemand als afgevaardigde voor het toezicht benoemen die lid is van of sympathiseert met elke instelling, partij, vereniging of rechtspersoon ongeacht welke ze zijn, die de democratische beginselen van het Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, van de aanvullende protocols bij dat Verdrag die in België gelden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, niet naleeft.

Indien de Regering de kandidatuur van een persoon op grond van vorig lid verwerpt, motiveert zij op bijzondere wijze haar beslissing.

Onverminderd andere beperkingen bepaald bij of krachtens een wet, een decreet, een besluit of de statuten van de instelling zijn de opdrachten van afgevaardigde voor het toezicht onverenigbaar met het mandaat of ambt van :

- 1° lid van de Regering van de federale Overheid, een Gewest of een Gemeenschap;
- 2° lid van het Europees Parlement, de federale Wetgevende Kamers of een parlement van een Gewest of een Gemeenschap;
- 3° gouverneur of provinciaal gedeputeerde;
- 4° personeelslid van de instelling of van haar beheersorgaan, of van één van de dochtermaatschappijen ervan of van het beheersorgaan van één van haar dochtermaatschappijen;
- 5° externe raadgever of regelmatige adviesgever van de instelling;
- 6° burgemeester, schepen, voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en voorzitter van een intercommunale.

Indien de afgevaardigde voor het toezicht in de loop van zijn mandaat aanvaardt om een ambt of een mandaat bedoeld in paragraaf 1° uit te oefenen, wordt zijn mandaat van rechtswege opgeschort.

Onverminderd de mogelijkheid om elk ogenblik de opdrachten van de afgevaardigde voor het toezicht te eindigen, kan de Regering na de afgevaardigde voor het toezicht te hebben gehoord, hem afzetten indien blijkt dat hij :

- 1° bewust een handeling gepleegd heeft die onverenigbaar is met de opdracht of het maatschappelijk doel van de instelling;
- 2° een fout of een ernstige nalatigheid begaan heeft in de uitoefening van zijn opdrachten;
- 3° in de loop van eenzelfde jaar zonder verantwoording afwezig is gebleven op drie gewone en regelmatig bijeengeroepen vergaderingen waarvoor zijn aanwezigheid is vereist;

4° de voorwaarden bepaald in de vorige leden niet meer vervult.

Bij zijn verhoor kan de afgevaardigde voor het toezicht bijgestaan worden door de persoon van zijn keuze.

§ 2. De afgevaardigden voor het toezicht hebben als opdracht het toezicht ter plaatse tijdens de vergaderingen van de beheersorganen van de intercommunale op de handelingen van de intercommunale onderworpen aan het toezicht bedoeld in artikel L3122-3, met uitzondering van de punten 3°, 7°, 8° en 9°, die blijven onderworpen aan de overmaking aan de Regering zoals bedoeld in artikel L3122-3, alsook aan de bestaande regels betreffende de Economische zaken.

De afgevaardigde voor het toezicht wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de beheersorganen van de structuur, die handelingen onderworpen aan het toezicht zouden kunnen verrichten.

Hij kan eisen dat elk besluit dat hij vernoemt, samen met de bewijsstukken wordt overgemaakt.

Ze zijn gewone waarnemers van de geregelde en gecontroleerde activiteiten.

Binnen een termijn van vier vrije dagen oefent de afgevaardigde voor het toezicht zijn beroep bij de Regering uit. Det beroep is opschortend.

De termijn van vier dagen begint te lopen vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen voor zover de afgevaardigde voor het toezicht er regelmatig opgeroepen is of, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop hij in kennis is gesteld van bedoelde beslissing.

Indien de afgevaardigde voor het toezicht het beroep uitoefent, beschikt de Regering over een termijn van dertig vrije dagen die begint te lopen op dezelfde dag als die bedoeld in het vorige lid, om de beslissing nietig te verklaren. Na afloop van die termijn is de beslissing van de instelling definitief.

De afgevaardigden voor het toezicht brengen een verslag uit aan hun voogdijminister.

§ 3. Onverminderd de voorafgaande voorschriften mag de afgevaardigde voor het toezicht inlichtingen waarvan hij in het kader van zijn opdrachten kennis heeft genomen, niet gebruiken, noch verspreiden indien het gebruik of de verspreiding van die inlichtingen van dien aard is dat ze nadelig is voor de belangen van de instelling.

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement, 1037 (2013-2014). Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 25 april 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203639]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles 3 et 4, 8 à 16 et 18 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, et plus particulièrement les articles 3 et 4, 8 à 16 et 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

Vu l'avis n° A.1178 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 17 mars 2014;

Vu l'avis n° A 14/03 du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 11 mars 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2014;